

Motion d'actualité adoptée par le Congrès de la fédération des Finances Agde octobre 2025

La dissolution de 2024 a abouti à un paysage parlementaire inédit dans lequel aucune force politique ne dispose de majorité réelle. En outre, la plupart des forces politiques refusent de constituer une coalition pour l'intérêt général, en restant dans une logique de conquête du pouvoir dont les victimes sont les citoyens, salariés, agents publics, entrepreneurs, étudiants, retraités...

La CFDT n'est pas dans une logique de conquête du pouvoir, mais cela ne doit pas nous empêcher d'avoir une action politique, de nous préoccuper de la vie en société. Nous sommes guidés par nos valeurs que sont l'émancipation, la solidarité, l'égalité et la démocratie.

Alors que les partis d'extrême-droite sont aux portes du pouvoir, nos parlementaires se préoccupent plus de leur réélection que de la pérennité de la démocratie, la solidarité, la liberté.

Demain, il n'est pas impossible que nous soyons confrontés à un pouvoir ouvertement hostile aux syndicats et à nos valeurs. Demain, il est possible que nous ayons à répondre, devant les autorités, de notre engagement syndical.

Le Parlement peut travailler, encore faut-il qu'il en ait la volonté. Une politique fiscale plus juste, avec une contribution plus importante des hauts revenus et patrimoines peut permettre de répondre aux contraintes budgétaires, plus efficacement qu'en s'en prenant aux plus faibles, à celles et ceux qui n'ont presque rien.

Les aides aux entreprises, plus de 200 milliards d'euros, ne doivent plus être données sans contrôle de leur bonne utilisation.

Les retraités actuels et futurs n'ont pas à être comptables des errements politiques du passé. Le recul de l'âge de la retraite à 64 ans doit être aboli.

La CFDT a les moyens de peser dans le débat pour éviter un âge sombre pour la démocratie, l'émancipation, la solidarité et l'égalité. Notre fédération doit être moteur au sein de notre confédération pour le bien de l'ensemble de notre société.